

dans le cas de certains produits de consommation, tels le lait et le pain, et la réglementation de l'exportation de certains produits. Nous devons, de toute évidence, continuer à prendre les mesures qui s'imposent pour permettre au consommateur canadien de se procurer ces produits à des prix justes et raisonnables. Il en va certainement ainsi des produits alimentaires et du fuel, qui alimentent à la fois notre marché intérieur et notre marché extérieur. Nous devons continuer d'accorder la plus grande attention à l'approvisionnement et aux prix de nos produits nationaux. Le discours du trône prévoit des mesures visant à atteindre ces différents objectifs.

Nous ne pensons pas que la réglementation des salaires et des prix contribue à améliorer la situation. A nouveau ce soir, ainsi que l'a fait le chef de l'opposition à l'autre endroit, voici que le leader de l'opposition au Sénat se prononce en faveur de la réglementation des salaires et des prix. C'est son droit, mais il nous appartient d'en soupeser les conséquences probables. Pouvons-nous ne tenir aucun compte de l'expérience des autres pays? Pouvons-nous ignorer ce que les plus grands économistes du monde préconisent de faire à cet égard? Pouvons-nous ignorer quelles ont été les constatations du comité sénatorial en 1971?

● (2130)

Aux États-Unis et au Royaume-Uni, le contrôle des prix a asséché les sources d'approvisionnements. Cela a donné un prix provisoirement fixe pour des produits rares et parfois impossibles à obtenir, suivi d'une montée en flèche des prix une fois les contrôles levés. Tels sont les faits. Devant la crise politique qui règne en Grande-Bretagne à l'heure actuelle, nous pourrions voir que c'est bien ce qui se passe, et M. Harold Wilson l'a même admis deux jours avant les élections au Royaume-Uni.

J'ai entre les mains le rapport du comité sénatorial permanent des finances nationales sur la croissance, l'emploi et la stabilité des prix, sous la présidence du sénateur Everett et la vice-présidence du sénateur Molson. On se souviendra qu'un membre important de la Chambre des communes, le critique financier de l'opposition à l'autre endroit, était le principal conseiller économique de ce comité. Voici quelles étaient les conclusions du comité:

Quoique nous recommandions une politique des revenus de nature très particulière pour le Canada, nous sommes dans l'ensemble très sceptiques quant à la plupart des types de contrôles, de directives et de politiques des revenus. L'expérience passée montre qu'ils sont peu efficaces contre l'inflation et ils comportent d'importantes menaces à la liberté individuelle et au dynamisme économique. Ils tendent également à détourner l'attention aux dépens de politiques anti-inflationnistes plus efficaces. Les problèmes d'acceptation par le public militaient à eux seuls contre des contrôles sélectifs de salaires et de prix. Le système de contrôle serait vraisemblablement d'application générale ou bien il perdrait beaucoup de sa signification. Les contrôles sont l'un des outils de stabilisation économique les moins désirables. Leur utilisation en temps de paix ne devrait répondre qu'à des urgences à court terme.

La dernière phrase va reconforter mon honorable ami mais s'il examine cette phrase soigneusement, elle dit: «ne devrait répondre...» Le comité recommande qu'on ne les utilise pas.

L'honorable M. Flynn: C'était en 1971, pas en 1974.

[L'honorable M. Martin.]

L'honorable M. Martin: Très bien. En 1971, néanmoins, le leader de l'opposition nous a rappelé dans le cadre de ce même débat que l'inflation était depuis quelque temps un problème grave et que le gouvernement ne faisait que peu pour y remédier.

L'honorable M. Flynn: Ce n'était rien, comparé à la situation actuelle.

L'honorable M. Martin: Bien entendu, le problème est grave.

J'aimerais signaler que la forte hausse des prix des biens de consommation qui s'est produite au cours des derniers mois est une question qui préoccupe vivement notre gouvernement. C'est, à nos yeux, peut-être le plus grave problème que connaisse notre pays. Cependant, nous devons envisager ce problème dans son contexte mondial, compte tenu du fait que nous sommes un pays commerçant et que l'opposition et les autres partis politiques, ainsi que les Canadiens, ne veulent pas nous voir recourir à nouveau à une politique de resserrement monétaire.

Bien que les résultats soient peut-être les mêmes, les causes de l'inflation varient considérablement. Les pressions inflationnistes actuelles sont internationales, je le répète. Leur source est internationale et elles sont engendrées par une combinaison unique de circonstances internationales. Pour la première fois, les économies de tous les grands pays industriels ont fait un bond en avant simultanément, ce qui a entraîné par ricochet une hausse rapide et importante de la demande de diverses marchandises échangées entre tous les pays à une époque où les approvisionnements étaient rares, pour une grande partie de ces marchandises, pour diverses raisons.

Les denrées alimentaires sont l'exemple le plus frappant de l'effet inverse de ces forces. L'année dernière, la production d'un grand nombre de denrées alimentaires de base a considérablement diminué à cause de mauvaises récoltes dans un certain nombre de pays. En même temps, la forte augmentation des revenus a abouti à un accroissement marqué de la demande de denrées alimentaires de toutes sortes, en particulier le blé. Le prix des denrées alimentaires a donc augmenté considérablement, et cette augmentation représente les deux tiers de la hausse supérieure à la moyenne des prix de consommation, dans les 24 pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économique, dont le leader de l'opposition a parlé dans son discours.

Le problème s'est aggravé pour le Canada et les États-Unis parce qu'ils ont payé beaucoup plus cher de nombreuses importations provenant de leurs principaux fournisseurs dont la monnaie avait pris énormément de valeur au cours de l'année dernière. Le problème a pris encore plus d'ampleur au Canada à cause des effets néfastes d'un nouveau blocage des prix aux États-Unis l'été dernier, qui n'a servi qu'à réduire les approvisionnements et à hausser davantage les prix, et à cause des contrôles imposés par les États-Unis sur des produits d'exportation.

Le gouvernement, qui reçoit les conseils non seulement des fonctionnaires, mais de nombreuses autres sources notamment au cours de ses entretiens avec d'autres pays et d'autres gouvernements, croit fermement que le Canada, en tant que nation commerciale importante, ne peut songer à s'immuniser contre les forces inflationnistes qui s'abattent sur le monde par des mesures visant à freiner les prix, sans par ailleurs nuire aux intérêts économiques à long terme de l'ensemble du pays. Quand l'inflation est causée par un déséquilibre international de l'offre et de la demande, la seule solution est d'augmenter les